

Service Prévention des Risques Anthropiques
14 rue du bataillon de marche n°24
BP 10001
67070 STRASBOURG

STRASBOURG, le 24/10/2023

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 15/09/2023

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

CAH Marckolsheim

35 route de Strasbourg
67270 Hochfelden

Code AIOT : 0006703047

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 15/09/2023 dans l'établissement CAH Marckolsheim implanté Zone Industrielle et Portuaire - CD 20 67390 Marckolsheim. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- CAH Marckolsheim
- Zone Industrielle et Portuaire - CD 20 67390 Marckolsheim
- Code AIOT : 0006703047
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

L'installation de séchage est soumise au système d'échange des quotas d'émissions CO2 au titre l'activité de combustion de combustible dont la puissance totale est supérieure à 20MW.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- Déclaration des émissions ;

- Instruments de mesures ;
- Données d'activité ;
- Registres .

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Madame la Préfète ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il sera proposé à Madame la Préfète, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)Sans objet	Autre information
1	déclaration des émissions	Code de l'environnement du 09/10/2019, article R229-20	/	Sans objet
2	Instruments de mesures	Autre du 19/12/2018, article 11	/	Sans objet
3	Données d'activité	Autre du 31/10/2019, article 6	/	Sans objet
4	Registres	Autre du 19/12/2018, article 67	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection a constaté qu'il n'existait aucun motif raisonnable pour que l'exploitant ne respecte pas son obligation réglementaire de déclarer ses émissions au 28 février.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : déclaration des émissions

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 09/10/2019, article R229-20
Thème(s) : Risques chroniques, échéances
Prescription contrôlée : En application du III de l'article L. 229-7, l'exploitant d'une installation soumise à l'autorisation mentionnée au premier alinéa de l'article L. 229-6 et ne bénéficiant pas de l'exclusion mentionnée à l'article L. 229-14 adresse à l'inspection des installations classées, au plus tard le 28 février de chaque année, la déclaration des émissions de gaz à effet de serre de l'année précédente pour chaque installation, vérifiée et reconnue satisfaisante par un organisme accrédité à cet effet, conformément aux actes d'exécution mentionnés aux articles 14 et 15 de la directive 2003/87/ CE du 13 octobre 2003, en tenant compte des aménagements prévus pour les nouveaux entrants
Constats : L'inspection constate sur les trois dernières années que l'exploitant ne respecte pas cette obligation : l'exploitant effectue bien sa déclaration d'émission mais avec un retard de plusieurs

<p>semaines.</p> <p>Le jour de la visite, l'inspection a rappelé à l'exploitant l'obligation de transmettre à l'autorité compétente la déclaration des émissions annuels au plus tard le 28 février de l'année N+1.</p> <p>L'exploitant a déclaré à l'inspection que l'organisation interne de la société comptoir agricole ne permettait pas de respecter le délai réglementaire.</p> <p>Eu égard à l'activité, à l'unique apport de combustible (fournisseur de gaz naturel) et les facteurs nationaux utilisés pour effectuer la déclaration, l'inspection ne voit aucune difficulté à ce que l'exploitant ne se conforme pas à la date butoir.</p> <p>L'inspection demande à l'exploitant de prendre les mesures nécessaires afin de respecter l'obligation réglementaire qui lui incombe faute de quoi, les sanctions administratives prévues à l'article L171-7 du Code de l'Environnement seront proposées.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 2 : Instruments de mesures

Référence réglementaire : Autre du 19/12/2018, article 11
Thème(s) : Risques chroniques, Système de contrôle
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>4. Aux fins du paragraphe 3, point a), l'exploitant s'assure que tout l'équipement de mesure nécessaire est étalonné, réglé et vérifié à intervalles réguliers, y compris avant l'utilisation, et contrôlé par rapport à des normes de mesure correspondant aux normes internationales, lorsqu'elles existent, et qu'il est adapté aux risques mis en évidence.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'inspection a constaté la présence des macarons de validité sur les instruments de mesure (2024) : compteur de gaz.</p> <p>De plus, l'exploitant a présenté une copie annuelle du constat de vérification périodique transmis par le fournisseur de gaz.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 3 : Données d'activité

Référence réglementaire : Autre du 31/10/2019, article 6
Thème(s) : Risques chroniques, Adaptations de l'allocation de quotas
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Lorsqu'un opérateur ne démontre pas, à la demande de l'autorité compétente, sur la base des données présentées dans la déclaration du niveau d'activité et de toute information supplémentaire demandée par l'autorité compétente, que l'augmentation du niveau d'activité d'une sous-installation pour laquelle la quantité de quotas alloués à titre gratuit a été déterminée sur la base d'un référentiel de chaleur ou de combustibles est liée à une modification des niveaux de production de la sous-installation, et non à la diminution de l'efficacité énergétique de cette sous-installation conformément au paragraphe 3 du présent article, par rapport à celle fondée sur les données de référence ou sur la déclaration de données du nouvel entrant, dans une proportion supérieure à 15 %, l'autorité compétente peut rejeter l'adaptation de l'allocation à titre gratuit</p>

<p>Constats :</p> <p>Le niveau d'activité moyen de la sous-installation combustible non CI a augmenté en 2023 de 28,3% par rapport à la période de référence.</p> <p>Ce benchmark est normalement soumis à l'efficacité énergétique . Cependant en raison de son activité de séchage de grains, les données d'activités sont conditionnées aux aléas météorologique (variation du taux d'humidité de la récolte). Par conséquent, les données relatives à une amélioration ou une dégradation de l'efficacité énergétique peuvent évoluer en fonction du taux d'humidité du grain indépendamment du niveau de performance énergétique de l'installation. A titre d'exemple, selon les données internes, le taux d'humidité mesuré (flux entrant) varie en fonction des années entre 27 % et 31 %.</p> <p>A la question de savoir s'il y a eu des modifications dans le process de séchage du grain depuis la date d'entrée dans le système d'échange, la réponse est négative.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 4 : Registres

Référence réglementaire : Autre du 19/12/2018, article 67
Thème(s) : Risques chroniques, procédures
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>1. L'exploitant ou l'exploitant d'aéronef conserve une trace de toutes les données et informations utiles, y compris les informations énumérées à l'annexe IX, pendant au moins dix ans. Les données de surveillance consignées et archivées permettent la vérification de la déclaration d'émissions annuelle ou des données relatives aux tonnes-kilomètres conformément au règlement d'exécution (UE) 2018/2067. Les données déclarées par l'exploitant ou l'exploitant d'aéronef et contenues dans un système électronique de déclaration et de gestion de données mis en place par l'autorité compétente sont considérées comme étant conservées par l'exploitant ou l'exploitant d'aéronef s'il a accès à ces données.</p> <p>2. L'exploitant ou l'exploitant d'aéronef veille à ce que les documents pertinents soient disponibles au moment et à l'endroit où ils sont nécessaires aux fins des activités de gestion du flux de données et des activités de contrôle</p>
<p>Constats :</p> <p>De façon aléatoire, nous avons demandé à l'exploitant de nous présenter les données relatives à la surveillance d'une année N, des facture de gaz, un tableau de suivi de la consommation de gaz et un fichier réglementaire .</p> <p>Les données relatives à la surveillance des émissions sous une période de 10 ans sont bien archivées.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet